tion que celle de faire connaître au public un phénomène électrique des plus surprenans et dont on pourra par la suite tirer un immense profit par les applications nombreuses dont il deviendra susceptible.

ESPAGNE.

—On lit dans le *National* :

Si nous en croyons les journaux ministériels, l'Espagne va désormais guérir ses plaies, éteindre ses divisions, organiser avec fermeté son administration, sa justice, réparer ses finances, encourager son industrie, assurer son indépendance, substituer au désordre de l'autorité militaire l'empire souverain de la constitution, des lois et de la liberté. Il lui en aura même coûté bien peu pour opérer ce grand miracle. Il n'a fallu pour cela qu'une délibération des cortès et une courte résolution d'une ligne : «*La reine est déclarée majeure !*»

Pauvre peuple qui s'épuise depuis si longtems par la guerre civile, il ne se doutait guère qu'il avait sous la main un moyen tout simple de ramener chez lui l'ordre et la paix. Il lui manque un gouvernement : il n'avait pas compris encore qu'on pouvait le créer avec une admirable facilité ; MM. Narvaez, Frias, Rivas et autres ont fait cette découverte : prendre une jeune fille de 13 ans, déclarer qu'elle a de l'intelligence, la force, la connaissance des hommes, et remettre en ses mains le sceptre qu'elle ne peut pas porter. Cela suffit pour que l'Espagne se relève à toute la hauteur du principe constitutionnel. — C'est une bien belle leçon qu'on vient de donner, soit aux monarchies absolues, soit aux républiques, et nos journaux ont toute raison de triompher. — Qui pourrait douter, en effet, que la Péninsule ne soit, dès aujourd'hui, sur la voie d'une prospérité ineffable ? On a déclaré la reine majeure ! Donc elle va trouver sur le champ des ministres qui avaient manqué jusqu'à ce jour. Les partis si divisés vont se réunir : ils croiront tous que cet enfant dirige en effet les affaires publiques, et il n'en faudra pas davantage pour que les mécontents se rallient aux ministres qui parleront en son nom !

De bonne foi, n'est-il pas pitoyable qu'on ose présenter comme une panacée politique cette majorité de la reine prononcée au milieu d'une crise par des cortès qui violaient ainsi la constitution ! Espère-t-on sérieusement faire prendre le change à quelqu'un sur la portée de cette mesure de désespoir ? Est-ce bien à une époque d'idées sérieuses qu'on offre à l'admiration publique cette déplorable situation des cortès espagnoles, réduites à proclamer l'impossible ? Quoi ! lorsque tout récemment en France vous avez voulu que la minorité du roi durât jusqu'à 18 ans ! Dans un pays où la nation est constituée, la loi égale, la centralisation puissante, le peuple homogène, où la forte assemblée des intérêts est une garantie contre les longs désordres, vous proclamez que vous ne pouvez confier l'exercice des fonctions royales à un adolescent, et vous déclarez qu'il est raisonnable, salutaire d'appeler une jeune fille à régner sur une nation où rien n'est fondé que sur des municipalités indépendantes, et dans un pays travaillé par une guerre civile qui dure depuis si longtems, au milieu de factions sans nombre ? Il faut convenir que si les espagnols ont raison, notre conduite est bien imprudente !

Mais à qui donc le ferez-vous croire ? Et qui ne voit, au contraire, que cette majorité, invraisemblable est la preuve la plus flagrante du désordre profond, de l'anarchie épouvantable qui règne dans ce parti prétendu parlementaire dont l'union momentanée n'est qu'une trêve-avant-coureur de nouveaux combats ? Supposez que des principes analogues eussent réuni les hommes qui viennent d'accomplir la dernière révolution, que se serait-il passé alors ! On n'aurait pas éprouvé de grands embarras pour établir, soit un nouveau régent, soit un conseil de régence. Tout le monde aurait reconnu que la jeune Isabelle était incapable de gouverner ; au lieu de hâter l'heure de sa majorité, on l'aurait reculée au contraire dans un but d'intérêt public. — Mais il fallait ici choisir le régent parmi les anciens modérés, et les exaltés n'y auraient pas consenti, ou amalgamer dans un conseil de régence des hommes et des passions qui se seraient heurtés le lendemain. Les combats de la veille unis pour renverser ne pouvaient être d'accord pour l'organisation du pouvoir. On a donc levé cet innocent pavillon de la majorité de la reine, et l'on a déclaré par là qu'il n'y avait parmi les vainqueurs ni un homme pour gouverner, ni des hommes d'état assez sûrs de leurs idées et de leurs sympathies mutuelles pour conduire les affaires. Ces héros d'hier sont donc venus publiquement afficher à la fois leur impuissance et leur mutuelle défiance. Voilà le vrai sens de cette déclaration de majorité. N'y a-t-il pas de quoi chanter un hymne ?

Mais ce n'est pas tout. Est-ce que cette situation évidemment constatée par le premier acte des cortès va disparaître le lendemain ? Ceux qui n'étaient ni assez capables ni assez unis pour agir comme régens, le seront-ils davantage pour gouverner comme ministres ? En fait, cette majorité serait-elle autre chose qu'une fiction ? Les mêmes rivalités, les mêmes rancunes, les mêmes antipathies ne survivront-elles pas à la déclaration de majorité ? On aurait eu la division dans un conseil de régence, on l'aurait dans un conseil de ministres ; la difficulté est reculée et non résolue ; c'est ce qu'un avenir prochain démontrera trop clairement. Il y aura seulement cette différence : c'est que la reine, demeurée jusqu'à présent étrangère aux luttes des partis, va s'y voir mêlée désormais, et la couronne, que l'on avait jusqu'à un certain point respectée, sera mise en cause.

Tôt ou tard, ce jour devait arriver ; car, au milieu de ces guerres éternelles, l'Espagne marche vers la seule constitution qui lui convienne, une

république fédérative, qui unira dans un seul faisceau toutes les forces de la Péninsule ibérique, depuis Lisbonne jusqu'à Santander.

PRUSSE.

—On lit dans la *Gazette universelle de Prusse* (ancienne *Gazette d'Etat de Berlin*) du 15 novembre :

«*Le voyage de M. le duc de Bordeaux occupe beaucoup la politique. Le petit-fils de Charles X est en ce moment en Angleterre, entouré des noms les plus brillans de la France et des talens les plus éminens du parti royaliste. L'affluence des français autour du prince augmente à mesure qu'il approche de Londres.*»

—Le prince Albert de Prusse est dangereusement malade.

RUSSIE.

—M. Katakasy, agent russe, était depuis quelque tems à la campagne aux environs d'Athènes. Son rappel est définitif. Le czar l'a décidé en ces termes, dans un ukase du 28 octobre, publié le 14 novembre à St-Petersbourg :

«*Nous ordonnons que M. le conseiller intime Katakasy sera déchargé de ses fonctions de notre envoyé en Grèce, et qu'il ne pourra plus être réadmis au service de l'état.*»

Ces termes indiquent de reste quels sont, à l'égard de la révolution grecque, les sentimens de l'empereur Nicolas.

ITALIE.

—La duchesse de Berry, dont la santé est, dit-on, fort dérangée doit aller passer l'hiver à Venise. Il n'a jamais été question, ainsi que le bruit en a été répandu, de son voyage à Londres.

On dit aussi que le duc de Bordeaux après être resté trois mois en Angleterre, a l'intention d'aller retrouver sa mère.

DEUX-SICILES.

Mariage du duc d'Anmale. — On assure que la cour des Tuileries a reçu, par le bateau à vapeur le *Neritune*, arrivé dernièrement de Naples à Toulon, la nouvelle officielle que la demande en mariage de la princesse Marie-Thérèse, sœur du roi des Deux-Siciles, faite par le duc d'Anmale en personne, a été agréée par S. M. napolitaine.

On croit que le mariage du duc d'Anmale se fera vers le mois de mars prochain à Naples, où le duc se rendrait, de son gouvernement de Constatine. Il viendrait ensuite présenter sa femme à sa famille et retournerait deux mois après en Afrique avec le titre de gouverneur-général des possessions françaises.

D'après quelques lettres de Naples, le bruit courait que le mariage du duc d'Anmale se ferait avec la fille du prince de Salerne, oncle du roi des Deux-Siciles, plutôt qu'avec la sœur du roi même.

—Avant de partir de Naples pour Malte, le duc d'Anmale a visité Pompeï avec S. M. sicilienne qui lui a offert en cadeau plusieurs antiquités provenant de fouilles faites en leur présence.

GRÈCE.

Révolution Grecque. — On a des nouvelles d'Athènes du 13 novembre. On s'y applaudissait que le roi Othon eût appelé le prince Maurocordato et le général Koletti à prendre part, avec voix délibérative, aux discussions et décisions du conseil des ministres, concernant les intérêts généraux de l'état. L'opinion publique se trouvait toujours divisée sur la forme constitutive future en Grèce. Les uns demandent la création de deux chambres, un sénat (*gerousia*) et une chambre des représentans ; les autres, craignant la réaction dans un pays aussi démocratique, se prononcent pour une seule chambre.

En attendant, les députés arrivaient peu à peu ; déjà 150 se trouvaient à Athènes. Tous les jours les ministres s'assemblaient en conseil, afin de préparer les travaux de la session.

Quant au roi Othon, si suspect d'abord aux révolutionnaires, on vante aujourd'hui son dévouement éclairé aux intérêts, au bonheur de la Grèce, et l'on proclame qu'il a donné à la cause constitutionnelle de nouveaux appuis dans le gouvernement, en recourant à l'influence de Koletti et de Maurocordato. Avec de tel hommes, dit-on, ce prince pleinement tranquillisé sur la conservation de sa prérogative, peut s'abandonner franchement au cours de la réforme politique inaugurée le 15 septembre. N'a-t-on pas à craindre l'effet de ces illusions ? Déjà, l'on dit que les puissances, et en dernier lieu la Bavière, qui ont reconnu le nouvel état de choses, ont donné au roi et à la nation grecque des conseils favorables aux principes conservateurs. S'entendra-t-on sur l'application à faire de ces principes ?

ASIE.

—On a remarqué que, par une singulière coïncidence, les révolutions militaires de Grèce et de Lahore ont eu lieu le même jour, 15 septembre. On connaît les résultats que la première a produits jusqu'à présent. Quant à la seconde, il est certain que Dhyang-Sing, ministre de Shere-Sing, roi de Lahore, en a été le principal moteur. Cet homme, qui pillait le pays et le trésor, a fait assassiner son maître pendant une revue militaire. Les soldats avaient été gagnés, ainsi qu'Ajeet Sing, leur chef. On a placé sur le trône un enfant, Dullip-Sing, qu'on dit être le fils de Runjeet-Sing.

PALESTINE.

—Les nouvelles d'Égypte, du 6 novembre, nous apprennent que Mahomet-Ali se disposait à partir de Caire pour Suez, avec plusieurs consuls et négocians, qui devaient l'accompagner ensuite dans la Haute-Égypte.

«*Pout-être même, ajoute la correspondance, ira-t-il encore jusqu'aux*